



N° 9, mars 1968



7e Conférence nationale

La 7^e Conférence nationale de notre mouvement s'est tenue à Paris du 14 au 17 décembre. Elle s'inscrivait dans le prolongement du 5^e Congrès du Parti et dans le cadre du renouvellement des E.S.U. Ces deux faits ont profondément marqué la nature des débats engagés à la C.N.E. qui vont se poursuivre à tous les échelons du Mouvement, tout au long de l'année universitaire.

Déarrassés des hypothèques qui pesaient sur le Parti jusqu'au mois de juin 1967, les délégués ont pu se consacrer entièrement à l'étude de leurs champs

d'interventions spécifiques et à la vie du mouvement étudiant.

Le deuxième phénomène important de cette Conférence concerne le renouvellement du Mouvement. A l'intérieur des délégations on pouvait en effet voir un grand nombre de jeunes et de nouveaux militants. Cette opération psychologiquement et politiquement malaisée, fut menée à même par les militants des sections sans faire appel aux organismes de direction.

Cette situation était largement propice à ce que la tenue des débats soit relativement élevée. Les deux rapports initiaux (problèmes internationaux, problèmes universitaires), préparés par le Secrétariat National, furent soumis à la critique et à la discussion préparatoire des sections. Les deux commissions internationale et universitaire (elles-mêmes divisées en sous-commissions d'études sectorielles : Lettres, Sciences, Sciences-Sociales, Santé), étaient donc aptes à apporter des modifications ou à prolonger les textes de départ, à l'occasion du débat général final.

La Commission Internationale a fait porter l'essentiel de ses débats sur une analyse de l'impérialisme (à partir de l'évolution externe et interne du capitalisme) et de son corollaire le sous-développement dans les pays du dit Tiers-Monde. Elle a souligné le rôle primordial d'un phénomène impérialiste dominant, l'impérialisme américain, servi en cela par son avance dans la nouvelle révolution scientifique et technique du capitalisme et par l'internationalisation des forces productives. Cela a fait d'autant plus ressortir la division du camp socialiste, au moment même où le combat dans cette période de mutation est décisif. C'est pourquoi on a pu relativement mieux comprendre que cette année 1967 ait vu la théorisation des thèses castristes, l'intérêt subit pour le « pouvoir noir » et l'étude consciencieuse des textes vietnamiens dont l'axe fondamental est la création d'un front unique anti-impérialiste. De même les liaisons entre le stalinisme et le krouchtévisme sont apparues nettement comme les deux formes politiques, économiques et sociales du « socialisme dans un seul pays », au moment même où la lutte doit gagner tous les fronts.

Enfin les camarades se sont interrogés sur le type de soutien à accorder aux luttes anti-impérialistes en tenant compte de deux facteurs : la nécessaire autonomie de chaque lutte et le caractère socialiste de ces luttes, et de deux formes de soutien : à l'intérieur des organisations de masse et en tant que mouvement socialiste.

La Commission Universitaire se devait d'affiner les analyses du milieu étudiant et des liens entre Université et Economie faites depuis plusieurs années dans le mouvement, au moment où l'université connaît une évolution profonde et où le mouvement possède de fortes responsabilités dans le milieu universitaire. Dans la mesure où l'Université joue et jouera un plus grand rôle de formation professionnelle et de production du savoir technique et scientifique (en liaison avec les besoins économiques du capitalisme d'organisation), l'insertion dans la lutte de classes de l'étudiant peut désormais se formuler à partir de ses exigences d'accès à la connaissance scientifique, d'une meilleure formation professionnelle et de garanties de débouchés professionnels. Mais cette bataille ne peut être

menée que par une médiation, une contestation de l'institution universitaire (méthodes, contenu et structures), que par une bataille idéologique devant l'idée mystifiante que se font les étudiants de leur statut actuel soit-disant détaché de la lutte de classes, de leur devenir professionnel et de leur appartenance future à la classe dirigeante, établissant la jonction entre ces deux points par la contestation de la non-scientificité du savoir et du contenu pauvre du savoir enseigné. Cependant, au niveau des différentes facultés, ce combat ne peut pas être le même, car leurs fonctions deviennent relativement différentes (la transmission du savoir en Faculté des Lettres est la fonction primordiale dans certaines disciplines alors que dans d'autres c'est la fonction productive). Nous débouchons donc sur la nécessité d'une analyse et d'une pratique sectorielles qui apportent une réponse au problème de la jonction du niveau des luttes, des mots d'ordre relativement élevés du syndicat et des revendications des masses. Cette lutte syndicale offensive conduit directement les étudiants sur le terrain de la lutte des classes. Il faut plus que jamais reprendre le mot d'ordre de

Rosa Luxembourg: « Le mouvement syndical est un morceau de socialisme ; qu'il ose donc paraître ce qu'il est. » Mais d'un autre côté il faut condamner les formes corporatistes et gauchistes du syndicat qui en nient la spécificité soit qu'elles l'utilisent comme moyen de capitalisation pour les « forces démocratiques », soit qu'elles fassent du syndicat une organisation volontairement minorisatrice dans son combat alors qu'il est une organisation potentiellement majoritaire dans le milieu (au moyen d'une série de médiations). La Conférence a donc insisté sur la distinction à établir entre syndicat et parti qui, en définitive, ne possèdent pas le même temps de réflexion et le même champ de vision du phénomène de la lutte des classes.

Ces premiers éléments de réflexion, ainsi que les problèmes organisationnels, sont ceux qui seront livrés à la discussion du Mouvement à tous les niveaux (les sections, le Comité Politique et le Secrétariat National) qui débouchera à la 8^e C.N.E. sur la constitution d'une plate-forme politique du Mouvement.